



1/14

Immatriculé à l'INSEE :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Code d'activité économique (APE) :

--	--	--	--

Numéro d'inscription :

- au registre du commerce et des sociétés :

- au répertoire des métiers :

Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP)

☐

OUI

☐

NON

Petite et Moyenne Entreprise (PME)

☐

OUI

☐

NON

Entreprise de taille intermédiaire (ETI)

☐

OUI

☐

NON

Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global			
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché	%	%	%

Comptable Assignataire : L'agent comptable de l'Université

Article 1 – Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en ordre de marche, la garantie, la formation à l'utilisation et la formation aux opérations de maintenance préventive et curative de premier niveau de l'équipement mentionné à l'article 3 du présent document.

Il est conclu pour la période allant de sa date de notification au prestataire jusqu'à l'expiration de la durée de garantie.

A titre estimatif, le budget global alloué pour ce marché est de 130 000 € HT.

Le nom et les coordonnées du conducteur du projet pour l'université sont communiqués par l'université au titulaire à l'occasion de la notification du marché.

Néanmoins, la personne physique habilitée à représenter l'université pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.3 du CCAG FCS est la présidente de l'université ou son représentant habilité, désigné lors de la notification du marché.

En tout état de cause, à compter de la notification du marché, le délai contractuel global de réalisation de l'ensemble de la prestation (hors garantie) est celui indiqué par le titulaire au sein de l'annexe n° 1 au présent CCP valant acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) ».

Article 2 – Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement et son annexe n° 1 « Cadre de réponses technique et financier » (CRTF), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021) ; désigné « CCAG FCS » dans le présent CCP valant acte d'engagement ;
- Les descriptifs techniques des équipements et prestations transmis par le titulaire à l'appui de son offre.

Les obligations contractuelles définies *supra* expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Article 3 - Spécifications techniques

3.1 Contexte

Dans l'optique d'un renouvellement de rhéomètre, le LEMTA souhaite investir dans un nouvel équipement récent et performant. Nos thématiques portent principalement sur la caractérisation thermo-physique de matériaux à changement de phase sous une forme dispersée (microparticules, émulsion), de gels, d'émulsions ou d'autres fluides complexes. Nous souhaitons également développer des études couplées telles que des mesures Raman sous écoulement et également de la visualisation optique d'objets en suspension et en écoulement.

3.2 Caractéristiques principales du local dans lequel sera livré et installé l'équipement

Le rhéomètre sera installé dans un local standard équipé d'arrivées d'air comprimé, d'eau et électrique. Il n'existe pas de conditions particulières pour l'accès au bâtiment et à l'installation du matériel.

3.3 Spécifications techniques et prestations minimales à respecter

Matériel de base :

- Un rhéomètre équipé d'un plan Peltier et de son bain thermostaté, ainsi que les filtres et câbles nécessaires aux raccordements du rhéomètre (électrique et fluides).
- Le rhéomètre devra permettre d'atteindre un couple minimum de 1 nN.m en rotation.
- Le rhéomètre devra permettre un fonctionnement en force normale imposée durant un écoulement de cisaillement sans montrer de dérive.
- L'offre devra comporter un logiciel permettant le pilotage du rhéomètre et le traitement des données. Les données brutes devront être accessibles ainsi que les formules utilisées par le logiciel pour le traitement de ces données. En outre, l'accès aux résultats avec et sans correction d'inertie devra être possible sous une forme ou une autre.
- Des géométries classiques : cône / plan (40 mm de diamètre, angle d'environ 2°), plan / plan (40 mm de diamètre), couette cylindrique avec sa régulation de température par effet Peltier.
- Un couvercle thermique limitant l'évaporation.
- Un système chauffant électrique par le haut (température max d'environ 200°C) permettant une thermalisation uniforme des échantillons et l'insertion des géométries de mesure de diamètre de 40 mm
- Pour réaliser des mesures de spectroscopie Raman, nous désirons un module permettant d'acquérir des spectres Raman à différent point de l'écoulement à une longueur d'onde de 785 nm. La proposition devra faire apparaître et inclure l'ensemble des équipements nécessaire pour la réalisation de ces mesures.
- Un module permettant de générer des écoulements co et contra-rotatifs dont les géométries haute et basse seront pilotables de façon indépendantes et synchronisées.
- Deux géométries transparentes adaptables au module co et contra-rotatif afin de réaliser des visualisations optiques dans l'écoulement.

Garantie et support technique :

L'offre devra impérativement inclure :

- Garantie des matériels et logiciels :

- Une garantie minimale d'un an couvrant les matériels et logiciels fournis.
 - La garantie devra inclure la réparation, le remplacement ou la mise à jour des équipements et logiciels en cas de dysfonctionnement, sans frais supplémentaires pour l'acheteur.
- Support à l'utilisation (hotline) :
- Une assistance téléphonique (hotline) devra être disponible pendant toute la durée de la garantie, pour répondre à toute question ou problème relatif au fonctionnement des matériels et logiciels.
 - Le délai de réponse devra être inférieur à cinq jours ouvrés à compter de la réception de la demande d'assistance.
- Support technique au-delà de la garantie :
- Un support technique devra être assuré tout au long de la durée de vie des équipements.
 - Ce support inclura, au minimum, l'accès à une assistance technique, des mises à jour logicielles si applicables, et la possibilité de réaliser des interventions techniques sur demande.
 - Les modalités de ce support (disponibilité, délai d'intervention, coût éventuel) devront être clairement spécifiées dans l'offre.

Tout manquement à ces exigences expose aux pénalités prévues à l'article 12 du présent CCP valant acte d'engagement. L'absence d'engagement clair sur ces points pourra entraîner l'exclusion de l'offre.

3.4 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire en moins-value

L'Université de Lorraine définit dans le cadre du présent marché une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) obligatoire. Le soumissionnaire est tenu de la proposer.

Cette prestation supplémentaire éventuelle obligatoire porte sur **la déduction pour reprise du matériel actuel à savoir une machine DMA (Dynamic Mechanical Analyzer) de marque METRAVIB.**

A titre informatif, la PSE obligatoire (si elle est retenue) fera l'objet d'une facture de vente émise par l'Université dont le montant sera déduit de la facture d'achat de l'équipement objet du présent marché.

L'offre portant sur cette PSE obligatoire devra préciser :

- Les modalités de reprise, incluant le transport, le conditionnement et l'enlèvement des équipements ;
- Les conditions financières associées, telles que le prix de reprise ou la valorisation des matériels ;
- Les éventuelles contraintes techniques ou environnementales, notamment en lien avec le recyclage ou la mise au rebut conformément à la réglementation en vigueur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir ou non cette prestation supplémentaire au moment de l'attribution. Les prestations supplémentaires éventuelles retenues seront indiquées sur la lettre de notification du marché.

Article 4 – Exécution des prestations

4.1 Délai maximum sur lequel le titulaire s'engage pour la réalisation de l'ensemble de la prestation (y compris la formation)

L'ensemble des prestations (livraison, installation et formation sur site) doit être réalisé dans le délai maximum indiqué au sein de l'annexe n° 1 au présent CCP valant acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) ».

Dans le cas où ce délai ne serait pas respecté, les pénalités prévues à l'article 12.1 du présent CCP valant acte d'engagement peuvent être imputées au titulaire par l'université.

4.2 Lieu de livraison et d'installation

LEMTA

2 avenue de la Forêt de Haye, BP 90161

54505 Vandœuvre-Lès-Nancy cedex

4.3 Conditions de livraison

En complément de l'article 20 du CCAG FCS, avant de procéder aux livraisons, le titulaire se met en relation avec le conducteur du projet pour l'université désigné lors de la notification du marché, afin notamment de convenir avec lui d'une date et d'une heure de livraison et d'installation.

Les livraisons sont effectuées, sans supplément de prix, à l'intérieur des locaux.

Le matériel livré est déposé à l'emplacement indiqué par les personnels de l'université en service.

Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur de l'établissement.

Les opérations de livraison réalisées par le titulaire incluent :

- Le transport jusqu'au lieu d'implantation, (décharge du matériel compris),
- La fourniture de l'ensemble des matériels de manutention,
- La protection des espaces traversés (murs, sols, portes, etc.),
- L'enlèvement des emballages et déchets et leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur,
- Le nettoyage des zones traversées pour ôter toutes traces de passage.

En complément des dispositions de l'article 21.2 du CCAG FCS, le bon de livraison doit également faire apparaître :

- Le destinataire,
- L'adresse de livraison,
- Les quantités livrées.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant du point de vue de la conservation que du point de vue de la manutention, jusqu'à destination finale.

Ils doivent être conformes à tous règlements et normes.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, mal adapté ou insuffisant, sont à la charge du titulaire.

4.4 Conditions d'exécution environnementales

4.4.1 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

4.4.2 Conditionnement du matériel

Concernant le conditionnement du ou des matériels objets du marché, le titulaire doit :

- Réduire les emballages, en supprimant notamment les emballages inutiles ;
- Favoriser le réemploi des emballages ;
- Privilégier les emballages dont la filière de recyclage est effective ;
- Réaliser sur son site et dans le cadre des prestations une collecte et un tri de ses emballages.

Pour cela, le titulaire doit notamment :

- Optimiser les volumes et le poids des emballages secondaires et tertiaires pour réduire les prélèvements à la source et les surfaces de stockage ;
- Réduire l'utilisation d'emballages primaires et utiliser des alternatives aux emballages individuels ;
- Utiliser des matériaux recyclés ou recyclables pour les emballages, en utilisant du carton contenant au moins 70% de matières recyclées et en excluant le pvc ;
- Proposer des alternatives aux blisters plastiques ;
- Préférer les emballages facilement recyclables tels que le papier froissé ou carton ondulé / crêpé / cannelé, plutôt que les emballages plastiques difficilement recyclables ;

4.4.3 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations

objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'Université, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 12.4 du présent CCP valant acte d'engagement.

4.5 Obligation d'indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 13 du CCP valant acte d'engagement.

4.6 Formation

Le titulaire dispense une formation à l'utilisation et aux opérations de maintenance préventive et curative de premier niveau de l'équipement, dans les locaux de l'Université de Lorraine.

Cette formation devra être dispensée dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la mise en service de l'analyseur.

Elle devra aborder, en deux jours minimum et à destination d'une à trois personnes, a minima le fonctionnement de l'équipement, de son logiciel, des modules Raman et co/contre rotatif, et des opérations de maintenance préventive et curative de premier niveau de ces éléments.

4.7 Garantie

A compter de la date d'admission, l'équipement est garanti gratuitement contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant une durée minimale d'une année.

Cette garantie couvre au minimum le démontage, le remplacement et le remontage des parties de l'équipement qui seraient à l'usage reconnues défectueuses.

Cette obligation s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage et au transport de matériel, nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Ces opérations peuvent être effectuées sur le lieu d'utilisation de la prestation ou dans les établissements du prestataire.

Le prestataire n'est libéré de son obligation que si l'avarie provient de la faute de l'université ou de la force majeure.

A défaut de précision apportée par le titulaire au sein de l'annexe n° 1 au présent CCP valant acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) », les délais d'intervention après

signalement d'une panne par l'université sont déterminés au cas par cas, en fonction de la défectuosité constatée, par décision du président de l'université ou de son délégataire, après consultation du titulaire.

Le non-respect de ces délais peut être sanctionné, sans mise en demeure préalable, par les pénalités prévues à l'article 12.2 du présent CCP valant acte d'engagement.

Le prestataire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais d'intervention définis ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le prestataire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

Article 5 – Opérations de vérification et d'admission

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter l'université pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour l'université.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, l'université se réserve la possibilité de procéder à des opérations de vérification pendant un délai de 30 jours à compter de l'installation, en effectuant notamment des tests.

Ces tests ont alors pour but de vérifier que l'équipement répond aux spécifications sur lesquelles le titulaire s'est engagé dans son offre, dans des conditions courantes d'utilisation.

Article 6 – Clause de réexamen

L'Université se réserve la possibilité d'acquérir durant la durée de validité du contrat, auprès du titulaire, des pièces détachées concernant les équipements objets du présent contrat, ou d'autres équipements accessoires compatibles avec les équipements acquis au titre du présent contrat.

L'Université enverra alors une demande de chiffrage au titulaire par courriel, qui devra envoyer une proposition dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande pour formuler une proposition tarifaire. L'acceptation de cette proposition se matérialisera par l'émission d'un bon de commande.

L'application de la présente clause de réexamen ne pourra, en aucun cas, entraîner un montant total du marché supérieur à 142 999,00 € HT.

Article 7 – Prix

Le marché est traité au prix global et forfaitaire ferme mentionné au sein de l'annexe n° 1 au présent CCP valant acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) ».

Les coûts des équipements, de la livraison, de l'installation, de la mise en ordre de marche, de la formation à

l'utilisation et de la garantie sont intégrés dans le prix forfaitaire sur lequel le candidat s'engage.

Ce prix comprend tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent marché.

Sont en particulier à la charge du prestataire, les frais d'emballage, de conditionnement, d'assurance et de transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix TTC est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Avance et acompte

8.1 Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire à l'article 14 du présent CCP valant acte d'engagement, une avance lui est accordée en une seule fois.

Le montant de cette avance correspond à 30% du prix global et forfaitaire du marché.

Le remboursement de cette avance s'opère dans les conditions fixées aux articles R2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique.

8.2 Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 9 du présent CCP valant acte d'engagement après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

Article 9 – Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : n° bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, **la facture portera, outre les mentions légales :**

Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, lors de la notification (qui commence par 4500 suivi de 6 chiffres).

Mentions légales d'une facture : [https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-\[BIE_183_20190919_objetclassique\]-20190919-\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-[BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyées par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

Article 10 - Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 11 - Droit, langue

En cas de litige, le **droit français** est seul applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Nancy.

Les correspondances relatives au marché sont **rédigées en français**.

Article 12 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

12.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'Université se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure au préalable, une pénalité en cas de dépassement du délai de réalisation de l'ensemble des prestations. Cette pénalité sera calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 10% du prix du marché hors taxe, tel que fixé au cadre de réponses technique et financier (annexe n°1 au présent CCP valant acte d'engagement).

12.2 Pénalités de retard dans la mise en œuvre de la garantie

Par dérogations à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'Université pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard dans la mise en œuvre de la garantie (délai d'intervention).

12.3 Pénalités de retard en cas d'indisponibilité du support technique ou de non-respect des délais de réponse

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'Université pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€ par jour ouvré d'indisponibilité du support technique ou si le délai de réponse (5 jours ouvrés maximum) n'est pas respecté.

12.4 Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché

Article 13 – Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du CCAG-FCS.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 4.5 du CCP.

Article 14 – Engagements du titulaire

Après avoir pris connaissance du présent document et des pièces qui y sont mentionnées :

Je m'engage, sur la base des informations transmises dans mon offre et du prix global et forfaitaire indiqué au sein de l'annexe n° 1 au présent Cahier des clauses particulières valant acte d'engagement « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) ».

Je renonce au bénéfice de l'avance prévue à l'article 8.1 du présent document : ☐ OUI ☐ NON
(Si aucune case n'est cochée, il sera considéré que le candidat renonce au bénéfice de l'avance)

L'université se libérera des sommes dues au titre du présent marché, en faisant porter les montants au crédit du compte suivant, ouvert au nom de

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé

Etablissement :

Adresse :
.....
.....
.....

A le

Le titulaire (nom, prénom et qualité du signataire
habilité pour signer le marché) :

Article 15 – Dérogations au CCAG FCS

L'article 2 du présent CCP valant acte d'engagement déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;
L'article 5 du présent CCP valant acte d'engagement déroge aux articles 27.3 et 28.2 du CCAG FCS ;
L'article 9 du présent CCP valant acte d'engagement déroge à l'article 11.3 du CCAG FCS ;
L'article 12 du présent CCP valant acte d'engagement déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS ;
Les articles 12.1, 12.2 et 12.3 du présent CCP valant acte d'engagement dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;
L'article 13 du présent CCP valant acte d'engagement déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS.